

**COMITE SYNDICAL DU 2 FEVRIER 2023
PROCES VERBAL**

Ordre du jour :

Désignation d'un secrétaire de séance

Approbation du procès-verbal du Comité du 8 décembre 2022

Point n°1 - Débat d'orientations budgétaires du budget général pour l'exercice 2023

Point n°2 – Vote par anticipation des crédits d'investissement du budget principal 2023

Point n°3 - Création d'un poste en contrat de projet pour la mise en œuvre du PAEC 2023-2027

Compte-rendu des décisions du Bureau (consultable sur le site internet du SIAC)

Compte-rendu des décisions de Mme la Présidente

Agenda

Questions diverses

Désignation d'un secrétaire de séance

Pascal GENOUD est désignée secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal du Comité du 8 décembre 2022

Le compte-rendu du Comité du 8 décembre 2022 est validé à l'unanimité.

Point n°1 - Débat d'Orientations Budgétaires du budget général pour l'exercice 2023

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rappelle les éléments suivants.

Le budget est le seul document légalement obligatoire, qui prévoit et autorise les recettes et dépenses d'une année. Il s'agit d'un acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'année (budget supplémentaire, décision modificative).

Le principe budgétaire le plus important est le principe de l'équilibre budgétaire, qui s'applique aussi bien au budget primitif qu'au budget supplémentaire et décisions modificatives.

Le budget primitif et le budget supplémentaire doivent être votés en équilibre selon l'article L 1612-4 du code général des collectivités territoriales.

Pour être en équilibre réel, le budget doit remplir trois conditions :

- 1) L'équilibre doit être réalisé aussi bien pour la section de fonctionnement que pour la section d'investissement ;
- 2) Les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère, c'est-à-dire qu'elles doivent avoir fait l'objet d'une évaluation excluant toute majoration ou minoration ;
- 3) Le remboursement de la dette en capital, remboursement qui figure en dépenses de la section d'investissement (alors que le remboursement des intérêts figure en dépenses de la section de fonctionnement), doit être couvert par des ressources définitives, c'est-à-dire par l'autofinancement et par les recettes propres de la section d'investissement, à l'exclusion des ressources d'emprunts.

Cette troisième condition de l'équilibre budgétaire nécessite quelques explications complémentaires :

- L'autofinancement est constitué par l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement ;
 - Les recettes propres de la section d'investissement recouvrent essentiellement les remboursements du Fonds de compensation de la TVA, la recette provenant de la vente pour une commune d'un bien immobilier (terrain ou immeuble), les subventions d'équipement à percevoir, etc.
- L'autofinancement additionné aux recettes propres de la section d'investissement et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, doit donc permettre de rembourser le capital à payer dans l'année pour les emprunts contractés par le Syndicat.

Le contrôle budgétaire effectué par les Services de l'État porte sur quatre points essentiels :

1/ le respect de la date de vote et de transmission du budget :

- La date d'adoption du budget primitif et du compte administratif ;
- Le délai séparant l'adoption du budget primitif et le débat d'orientations budgétaires ;
- Le délai de transmission en préfecture du budget : 2 semaines au plus tard après le délai légal maximum de son adoption.

2/ l'équilibre réel du budget primitif ;

3/ l'inscription budgétaire des dépenses obligatoires :

- La liste des dépenses obligatoires figure aux articles L. 2123-1 à 5 du Code général des collectivités territoriales ;
- Leur inscription doit être sincère et juste.

4/ l'apurement des déficits importants :

- Reprise obligatoire des déficits antérieurs supérieurs aux seuils légaux, dès le budget suivant (budget primitif s'il n'est pas encore adopté, sinon budget supplémentaire).

Les Collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants doivent obligatoirement organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget primitif (article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales) sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires.

Mme la Présidente précise que les questions budgétaires sont débattues en groupe de travail avec un représentant de chaque EPCI, la Présidente et les Vice-Présidents du SIAC. Les représentants des EPCI sont Monsieur Gérard COLOMER, pour la CCPEVA, Monsieur Jean-Claude DENNE, pour la CCHC, et Monsieur Jean-Claude TERRIER, pour THONON AGGLOMERATION.

Ce débat n'a aucun caractère décisionnel mais doit néanmoins faire l'objet d'une délibération.

Le rapport d'orientations budgétaires doit comprendre notamment la présentation des engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette, une présentation de la structure et de l'évolution des effectifs, l'évolution prévisionnelle des rémunérations et du temps de travail.

A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical prend acte que le débat d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2023 a bien eu lieu.

Mme la Présidente demande à l'Assemblée si la présentation faite en séance suscite des questions. Monsieur Jean GUILLARD interroge sur l'avancement du projet de réouverture de la ligne SUD LEMAN. Mme la Présidente rappelle que le SIAC suit les études en valorisant du temps d'un agent du SIAC. Ces études montrent que le potentiel de la ligne est important : environ 4 000 voyageurs par jour (pour rappel 12 000 pour la ligne 1 du LEX). Le budget de la réouverture serait d'environ 260 M€. Différentes étapes à venir sont validées par le Président de la Région AURA, Laurent WAUQUIEZ :

- Terminer les chiffrages définitifs,
- Mener des discussions avec l'Etat du Valais (le souhait de ce dernier étant de favoriser ce projet transfrontalier de mobilité eu égard aux bouchons routiers actuels comme par exemple à Port Valais). Une rencontre est d'ores et déjà prévue début mars.
- Traiter de la question du coût futur de fonctionnement (environ 4 M€ de déficit annuel d'exploitation dont 2/3 pourraient être pris en charge par l'Etat du Valais, le solde par la Région AURA),
- Inscrire une ligne au CPIER pour les études opérationnelles, contrat dont les négociations vont débiter. Cette ligne budgétaire serait d'environ 10-15 M€ pour ces études (dont géotechnique, étude d'emprise foncière à ajuster...). Les travaux seraient à inscrire au CPIER 2028-2032.

Mme la Présidente indique qu'un projet de cette ampleur est dans les mains de la Région AURA et de l'Etat du Valais. Cependant, au titre de la stratégie de désenclavement multimodal, le SIAC doit le suivre avec attention pour faire valoir son point de vue qui est le respect du volet mobilité du SCoT. Celui-ci affirmant haut et fort la demande de désenclavement (tel que pour le projet d'autoroute), ainsi que suivre les enjeux de désenclavement à l'ouest. A ce titre, l'étude de la stratégie ferroviaire confiée au Cabinet SMA va nous permettre de défendre nos propositions (passage à niveaux, voies de croisements, sillons, correspondances...). Il s'agit d'un ensemble. Il n'y a donc pas de suite budgétaire pour la ligne SUD LEMAN à ce stade de notre avancement mais cela ne veut pas dire que le projet est stoppé.

Mme Sophie COTTET évoque les problèmes de correspondance du LEX à ANNEMASSE et de la coordination avec les correspondances à BELLEGARDE. Mme la Présidente répond que les causes de ces problèmes seront analysées par le Cabinet SMA qui est justement là pour apporter son expertise et ses conseils aux élus.

Point n°2 - Vote par anticipation des crédits d'investissement du budget principal 2023

Madame PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée qu'en vertu du principe d'annualité budgétaire, le budget est prévu pour la durée d'un exercice qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Il peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'ordonnateur peut, sur décision expresse de l'assemblée, engager liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et les reports de crédits.

Considérant que le nouveau budget sera adopté prochainement mais que dans l'attente, il convient de permettre l'engagement et le mandatement des dépenses nécessaires à la poursuite des actions entreprises par le SIAC.

A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Comité Syndical autorise avant l'adoption du budget primitif 2023 du SIAC, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement en 2023 sur la base du quart des crédits votés au titre de l'exercice 2022, hors crédits destinés au remboursement de la dette et hors restes à réaliser, tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessous :

Chapitre	Crédits votés au BP 2022 (hors restes à réaliser) (a)	Crédits nouveaux ouverts par décisions modificatives en 2022 (b)	Montant total à prendre en compte (c = a+b)	Crédits ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612-1 du CGCT (c/4)	Dépenses envisagées et comptes budgétaires
20	236 000,00 €		236 000,00 €	59 000,00 €	Etudes de préfiguration secteurs à restaurer (2031)
21	121 000,00 €		121 000,00 €	30 250,00 €	Matériel informatique (2183), matériel et (2158), mobilier (2184)
458101	2 604 693,12 €		2 604 693,12 €	651 173,28 €	Travaux Basse Dranse
458102	2 252 745,74 €		2 252 745,74 €	563 186,43 €	Travaux Basse Dranse et divers
458103	12 451,80 €		12 451,80 €	3 112,95 €	Opération Dranse de Morzine
458104	309 646,00 €		309 646,00 €	77 411,50 €	Travaux Basse Dranse talus RD 902
Total	5 536 536,66 €		5 536 536,66 €	1 384 134,16 €	

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts à cet effet au budget primitif 2023.

Point n°3 - Création d'un poste en contrat de projet pour la mise en œuvre du PAEC 2023-2027

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle à l'Assemblée que les articles L.332-24, L. 332-25 et L. 332-26 du code général de la fonction publique autorisent le recrutement d'agent contractuel pour un contrat à durée déterminée afin de mener à bien un projet ou une opération identifiée. Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et d'une durée maximale de six ans. L'échéance du contrat est la réalisation de son objet, c'est-à-dire la réalisation du projet lui-même.

Mme la Présidente expose également qu'au moment de la candidature au programme PAEC 2023-2027 (Projet Agro-environnemental et Climatique), délibérée en Comité Syndical, il a été proposé le recours à un agent recruté par le SIAC ceci pour sa mise en œuvre.

Les tâches de cet agent seraient notamment les suivantes : élaboration des notices techniques des contrats MAEC, rédaction des diagnostics des exploitations et des plans de gestion à intégrer aux contrats MAEC, pilotage du dispositif au niveau local, promotion des MAEC auprès des agriculteurs et autres publics, toute action de communication, animation de la gouvernance du PAEC et relations avec les organisations professionnelles ainsi que les associations, gérer les relations administratives et financières avec les services de l'Etat et l'Agence des Services et des Paiements. Ces tâches requièrent des compétences spécifiques.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, Mme la Présidente propose à l'Assemblée de créer un emploi non permanent sur le grade d'Ingénieur dont la durée hebdomadaire de service est de 35 heures et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de 1 an, renouvelable un an maximum par

décision expresse. Les services accomplis dans le cadre du contrat de projet ne sont pas pris en compte dans la durée de 6 ans exigée pour bénéficier d'un renouvellement en CDI.

Concernant le financement de ce poste, Mme la Présidente indique à l'Assemblée que la DRAAF a notifié le 20 décembre 2022 une décision attributive de subvention au SIAC à hauteur de 123 217,44 € pour l'animation de l'opération jusqu'au 31/12/2024.

Il est précisé que la convention fixant les règles de prise en charge du coût net restant à charge des 3 EPCI membres du SIAC relève d'une délégation faite au Bureau Syndical du SIAC.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** de recruter un contrat de projet sur un grade d'Ingénieur pour effectuer les missions telles qu'exposées ci-avant, pour répondre au besoin temporaire du projet PAEC du Chablais 2023-2027 et ceci pour une période initiale d'une année, pouvant être prolongée d'une année supplémentaire maximum en fonction du résultat de l'appel à projet relatif à la campagne MAEC 2024. Ce recrutement pourrait avoir lieu dès que possible en fonction des procédures de recrutement à mener car le temps imparti pour mettre en œuvre la campagne MAEC 2023 est assez court.
- **CHARGE** Mme la Présidente de procéder à ce recrutement.

Compte-rendu des décisions du Bureau

- Bureau du 30 novembre 2022
 - o D44-NOV2022 – Attribution du Marché 2022-011 : Analyse hydrologique des cours d'eau en déficit sur le bassin versant des Dranses et de l'Est Lémanique
 - o D45-NOV2022 – Demande d'aides pour l'action B3.1-2 du contrat de rivières portant sur l'analyse hydrologique des cours d'eau en déficit sur le bassin versant des Dranses et de l'est lémanique
 - o D46-NOV2022 – Attribution du Marché 2022-015 : Investigations géotechniques et géophysiques préalables aux études de danger de systèmes d'endiguement
 - o D47-NOV2022 – Adhésion à l'Association Nationale des Elus des Bassins (ANEB) 2022
 - o D48-NOV2022 – Etude de l'évolution de la compétence GEMAPI à l'échelle du Chablais dans le cadre de la consolidation du SIAC en tant qu'EPAGE – avenant n°2 au marché de prestation et d'accompagnement
 - o D49-NOV2022 – Avenant n°1 – Accord-Cadre d'assistance et maintenance informatique serveur et postes de travail, logiciels bureautiques, sécurité et sauvegarde (2022-005)
 - o D50-NOV2022 – Adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires du CDG74 du 01/01/2023 au 31/12/2026
 - o D51-NOV2022 – Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés – fourniture d'électricité à effet au 1er janvier 2024
 - o D52-NOV2022 -Demande de subvention complémentaire au titre du Fonds Barnier pour les actions B2-2 et 3 du contrat rivières relatives aux investigations géotechniques, géophysiques et topographiques des systèmes d'endiguement retenus par les EPCI
- Bureau du 14 décembre 2022
 - o D53-DEC2022 - Avis sur la modification n°4 du PLU de Publier
 - o D54-DEC2022 -Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un agent auprès du SIAC pour la mise en œuvre des actions du contrat de rivières – année 2023
- Bureau du 18 janvier 2023
 - o D1-JANV2023 - – Demande d'aide pour l'animation du contrat de rivières (3 postes)
 - o D2-JANV2023 - Attribution de l'accord-cadre en cours portant sur le suivi de la qualité des eaux sur le bassin versant des Dranses

Compte-rendu des décisions de Mme la Présidente

• 2022

- 109_2022 – Achat de matériel informatique
- 110_2022 – Assistance et information pour la réservation et programmation des sorties du catalogue pédagogique – Année scolaire 2022 – 2023
- 111_2022 – Achat de matériel informatique
- 112_2022 – Ajustement du montant de la prestation d'archivage – Mise à jour du taux horaire
- 113_2022 – Commande d'un certificat agent
- 114_2022 – Attribution du marché n°2022-009 - Doter les forêts du Chablais de documents de gestion - Lot n°1 : ASA des 3 Becs ; Lot n°2 : ASLGF des Aralys ; Lot n°3 : ASLF du mont Forchat et des Voirons
- 115_2022 – Inscription d'un agent à une formation sur le tourisme durable les 2 et 3 février 2023

• 2023

- 2_2023 – Assistance juridique dans le cadre de l'étude de la demande de participation à la reconstruction de la passe à Poissons de Vongy
- 3_2023 – Collation pour le Comité Syndical du SIAC du 2 février 2023

Agenda

2023		
Comité	Jeudi 2 février à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 22 février à 9h30	SIAC
Bureau	Mercredi 22 mars à 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 30 mars à 18h	
Bureau	Mercredi 26 avril à 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 11 mai à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 31 mai 9h30	SIAC
Comité	Jeudi 22 juin à 18h	Espace Tully
Bureau	Mercredi 28 juin 9h30	SIAC
Bureau	Mercredi 26 juillet 9h30	SIAC

Informations diverses

Les points ci-après ont été présentés en séance par Mme la Présidente et les Vice-Présidents en charge :

- Avancement des discussions sur le transfert de compétence GEMAPI :

Mme la Présidente fait un point sur l'avancement des discussions sur l'organisation de la compétence GEMAPI. Plusieurs réunions du groupe de travail ont eu lieu pour la concertation des EPCI. Le SIAC deviendrait syndicat « à la carte » mais sans changement du bloc de compétences obligatoires actuel. Il y aurait seulement pour ce bloc une mise à jour de la rédaction du paragraphe sur les politiques contractuelles car les contrats ont évolué dans le temps. La nouvelle rédaction serait la suivante :

« Préparation, négociation, conclusion, mise en œuvre, animation et suivi des actions du Fonds Européen FEADER (y compris le programme LEADER) et du programme INTERREG, en matière d'agriculture et d'alimentation, de forêt, de développement et d'aménagement rural, dès lors que les actions en découlant présentent un intérêt pour l'ensemble du territoire du Chablais ; L'intervention du SIAC pourra également :

- Avoir lieu dans le cadre de coopérations avec un ou plusieurs autres tiers ;
- Consister en une participation ou une contractualisation avec toute autre personne publique ou privée en déclinaison des thématiques identifiées par les politiques contractuelles européennes précitées ;
- Avoir lieu pour le compte d'un membre qui solliciterait le SIAC à cet effet ».

Les compétences facultatives « à la carte » sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique seraient :

- GEMAPI (item 1, 2, 5 et 8 de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement),
- possibilité d'y adjoindre en complément, si nécessaire, des missions des items 6 (lutte contre la pollution), 7 (protection et conservation des eaux) et 11 (dispositifs de surveillance), en cas de besoin et à l'initiative des EPCI.

Rappel : Les actions relevant des eaux minérales ainsi que des compétences eau et assainissement des communes ou EPCI-FP membres ne rentrent pas dans le champ des compétences du syndicat.

Pour les compétences « à la carte », il est prévu des clés de contribution complémentaires pour les EPCI ayant transféré :

- une clé pour le fonctionnement,
- une contribution « au coût réel net » pour les opérations de travaux d'investissement, qui permet à chaque EPCI de définir son niveau de contribution en fonction de ses moyens et de ses arbitrages.

Une gouvernance adaptée pour un bon dialogue avec les EPCI est également envisagée :

- 2 conseillers délégués au Bureau du SIAC,
- maintien de la commission contrat de rivières-item 12/GEMAPI.

Les prochaines étapes sont :

- une séance du groupe de travail à venir sur les projets de statuts et la rédaction des clés de contribution,
- Comité Syndical du 30 mars 2023 pour l'adoption des nouveaux statuts, en préalable aux délibérations des 3 EPCI membres du SIAC.
- transfert à la carte GEMAPI effectif au 01/01/2024.

Mme Yannick TRABICHET évoque la question de la notion de projet présentant un intérêt à l'échelle du Chablais et fait part de son retour constaté pour la notation des projets LEADER. Mme la Présidente précise qu'il s'agit de réfléchir à l'échelle du programme (ex : l'utilisation du bois local qui est une action pour l'ensemble du Chablais). Il convient effectivement d'être attentif aux règles d'attribution dans les programmes et à leur écriture.

○ Passé à poissons sur le seuil de Vongy – information sur les démarches en cours :

Mme la Présidente expose les éléments suivants

- un ouvrage construit en 1997-1998 par le SIEERTE et remis au SIAC au moment de sa dissolution,
- dans le cadre d'un projet de centrale hydroélectrique en partenariat, la Ville de THONON-LES-BAINS a demandé au SIAC de participer à la reconstruction de l'ouvrage : « indiquer dans quelle mesure et selon quelles modalités, vous pourriez participer à ce financement, en complément des autres acteurs potentiellement mobilisables »,
- accord du Bureau du SIAC pour évaluer, toute chose égale par ailleurs, le coût que devrait supporter le syndicat dans cette éventualité.

○ Politiques Contractuelles : note d'information sur l'enveloppe LEADER 2022 :

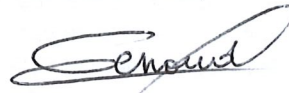
Les éléments ci-après sont présentés en séance par Monsieur Pascal CHESSEL.

○ Géoparc : points divers

Les éléments ci-après sont présentés en séance par Mme la Présidente, Mme Marie-Pierre BERTHIER étant excusée.

Ce compte-rendu est validé par Pascal GENOUD, délégué titulaire du SIAC et secrétaire de séance, avec accord pour diffusion.

Le secrétaire de séance et délégué titulaire du SIAC,




Pascal GENOUD



Compte-rendu validé par le secrétaire de séance et Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC avec accord pour diffusion

La Présidente



Géraldine PFLIEGER



Programme LEADER du Chablais 2014 - 2022

Le 20 décembre 2022, la région AURA a statué sur une enveloppe régionale complémentaire :

- 1 335 349 € : enveloppe demandée par l'ensemble des 43 GAL régionaux
- 206 218 € : enveloppe régionale disponible, **soit 15,4% des demandes**

Pour le Chablais, attribution d'une 2^{ème} enveloppe supplémentaire

- 30 000 € : enveloppe demandée par le GAL du Chablais
- 30 000 € : enveloppe obtenue par le GAL du Chablais, **soit 100% de notre demande.**
- **La Région nous a confié 14,5% de son enveloppe disponible**
- **Deux projets sont en cours d'instruction : l'aménagement d'une piste cyclo-rando et la construction d'un hangar bois-énergie**

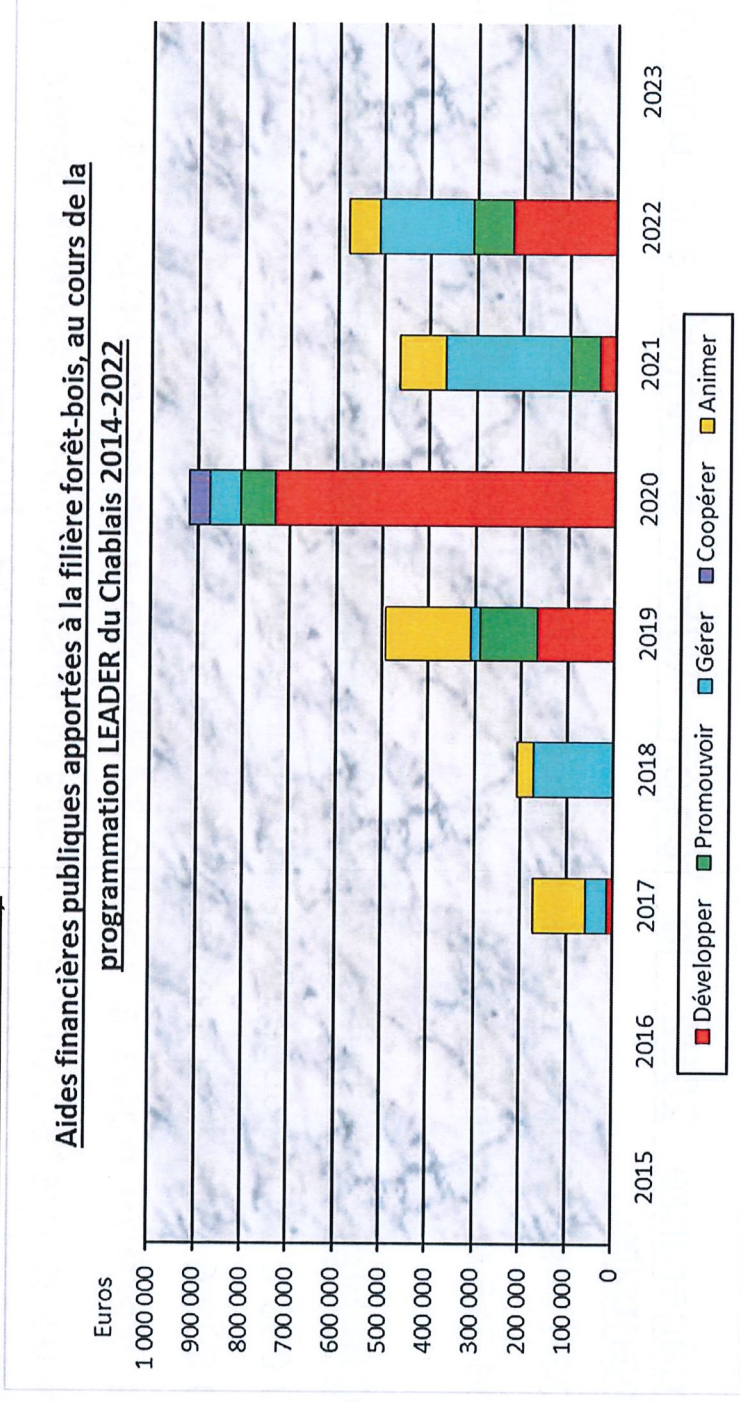
Pour rappel : au départ le Chablais avait obtenu 1 552 950 €. Nous aurons donc attribué en fin de programme la somme de 2 103 570 € (+ 36 %).



Programme LEADER du Chablais 2014 - 2022

3.

Consommation de l'enveloppe LEADER du Chablais au 12 décembre 2022 (dernier comité LEADER de 2022)



Point d'information



La géodiversité, le berceau du vivant

C'est la **thématique en 2023** pour structurer les actions en pédagogie, développement durable et sensibilisation, dans la progression des ambitions pour le Chablais labellisé Géoparc UNESCO :

✓ **Guide du Chablais édité par le BRGM**

Les curiosités géologiques du Géoparc mondial UNESCO du Chablais
Entre Léman et Mont Blanc

✓ **Espaces muséographiques du Géoparc dans les 3 EPCI du Chablais**

✓ **Préparation des temps forts :**

Semaine du Géoparc du 27 mai au 11 juin
Fête de la Science du 6 au 16 octobre

